

# LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

## DES TRAVAILLEURS

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS  
64, rue de Richelieu — Paris-2<sup>e</sup>  
(Bureau 14)  
(Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse

Permanence : Semaine, de 17 à 19 h.  
le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de  
un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.  
C.C.P. 6965-68 Paris

### Contre les accords de Bonn et de Paris sans sombrer dans le chauvinisme

La ratification des accords de Bonn et de Paris par tous les Parlements qui ne l'ont pas faite encore, la construction ainsi d'une armée européenne, est l'objectif numéro un de la politique européenne de Washington.

La victoire d'Adenauer aux élections de septembre passé a accéléré l'évolution dans ce domaine, en exerçant une pression plus forte que jamais sur des pays comme l'Italie et surtout la France qui n'ont pas encore ratifié les accords. Adenauer, l'allié le plus sûr et le plus important des Américains sur le conti-

par J.-P. MARTIN

ment, est pressé de remilitariser et de réarmer l'Allemagne pour des raisons à la fois politiques et économiques.

Aucune nation capitaliste ne peut jouer un rôle dans l'arène internationale correspondant à son importance économique si elle n'est pas dotée d'une force militaire adéquate. L'Allemagne capitaliste ne peut pas, d'autre part, se résigner à la perte définitive de ses territoires concédés à la Pologne, ni à l'existence d'une Allemagne orientale sous contrôle soviétique. Elle persistera à vouloir recouvrer son unité, et ceci par tous les moyens.

D'autre part, sans réarmement intensif et les dépenses correspondantes, il sera impossible que l'essor économique actuel continue. L'industrie lourde a déjà atteint un plafond, et seul un secteur d'économie d'armements, comme dans le cas des Etats-Unis, peut permettre à une nation capitaliste hautement industrialisée d'éviter pour un certain temps une crise économique majeure.

L'Allemagne occidentale, en tant que nation capitaliste placée dans les conditions concrètes de la conjoncture internationale actuelle, ne peut que s'o-

(SUITE PAGE 3.)

### UN GOUVERNEMENT COMMUNISTE-SOCIALISTE indépendant des pactes internationaux

permettrait le Front Unique des travailleurs contre la guerre.  
Les travailleurs détermineront démocratiquement eux-mêmes  
la politique internationale de leur gouvernement.

Empêcher la ratification de la Communauté européenne de Défense est devenu à juste titre une préoccupation de la majorité des travailleurs. Le P.C.F. en fait avec raison le point central de sa lutte immédiate.

Son Comité Central propose pour y aboutir la constitution d'un front national, d'une alliance de tous les Français opposés à cette ratification.

De son côté, une aile de la bourgeoisie (R.P.F., radicaux, etc.) s'oppose également à la C.E.D. Des politiciens bourgeois ont envoyé leur soutien sur cette question au mouvement de la paix. Celui qui a fait le plus sensation est Daladier.

Mais lors de la lecture de sa lettre au rassemblement de la porte de Versailles, il y eut dans l'assemblée des « mouvements divers ». C'est que les travailleurs présents, comme tous les autres, sentent qu'il y a là quelque chose qui ne va pas : comment, pour défendre une revendication ouvrière, peut-on s'allier avec les politiciens anti-ouvriers les plus pervers ?

Et ce sont ces travailleurs qui sont dans le vrai. L'accord des bourgeois et des travailleurs dans la lutte contre la C.E.D. n'existe pas car il se fait pour des raisons totalement opposées et recouvre des moyens de lutte non moins différents.

Il est faux de dire : peu importe puisque sur ce seul point nous pouvons lutter ensemble et être ainsi plus nombreux et plus forts. Car l'alliance ne se fait pas sur ce seul point, mais aussi sur le reste de la politique qui exprime les raisons soit de la bourgeoisie, soit du prolétariat. Lorsque le P.C.F. dit qu'il soutiendrait un gouvernement Mendès-France qui arrêterait la guerre d'Indochine ou un gouvernement qui s'opposerait à la C.E.D., il sait très bien que de tels gouvernements ne se borneraient pas à agir sur ces seules questions. Il sait très bien que l'objectif de cette aile de la bourgeoisie est de renforcer sa puissance contre les capitalistes allemands en se rabattant sur une surexplo-

itation des Africains du Nord et des travailleurs français. La politique ne se fait pas seulement sur la C.E.D., mais sur un tout. Soutenir un gouvernement bourgeois c'est le soutenir sur ce tout qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. D'ailleurs la meilleure preuve en est, qu'offrant une telle alliance, le P.C.F. a dû déjà mettre de l'eau dans son vin en remplaçant le mot d'ordre de l'indépendance des colonies par celui de tenir les promesses faites aux peuples colonisés (c'est-à-dire leur maintien dans les chaînes de l'Union française).

Ce ne serait pas un renforcement de la lutte contre la guerre, mais un affaiblissement. Car ces politiciens bourgeois n'ont jamais dit que leur gouvernement abandonnerait le camp de préparation à la guerre contre l'U.R.S.S. et la révolu-

tion. Leur lutte contre la C.E.D. n'est qu'une autre manière de préparer la guerre, qu'ils jugent plus conforme aux intérêts de leur classe. Car eux ne separent pas leurs préoccupations de politique internationale de leur préoccupation de défense de l'ensemble de leurs intérêts.

De même une vraie lutte prolétarienne contre la C.E.D., qui doit être menée, ne peut être séparée de la lutte pour les intérêts généraux des travailleurs et des peuples colonisés.

Une alliance entre les deux intérêts, les deux programmes ne peut se faire que sur les uns ou les autres. S'allier à Daladier ou autre sur leur programme

J. PRIVAS.

(SUITE PAGE 4.)

### LA VÉRITÉ sur le Congrès de Saïgon

Le 12 octobre, à Saïgon, sous la protection de l'armée impérialiste française, un congrès, soi-disant « national » a été réuni par les soins du gouvernement fantoche de Bao-Daï et de Nguyen-van-Tam. Ce Congrès a voté à l'unanimité « une motion de synthèse » condamnant « la participation du Vietnam à l'Union française ». Il est vrai que six heures après, sous la double pression de l'ambassadeur américain Donald Heath et du commissaire français Dejean, les congressistes ont fait « marche arrière » en y ajoutant cette phrase « sous la forme actuelle ». Mais il est non moins vrai que, sous la pression des masses en lutte, ces congressistes ont clairement exprimé une idée qui se développe depuis fort longtemps dans l'opinion vietnamienne. C'est le rejet pur et simple de la « présence française » sous quelque forme que ce soit.

Pour les gens avertis, la conclusion de cette affaire n'a rien d'étonnant, car c'est la suite logique de la défaite de la politique du colonialisme français. Mais pour les capitalistes, en particulier les capitalistes français, c'est une « douche froide » qu'ils ont reçue. D'autant plus, lorsque pareille conclusion vient de leurs propres agents qu'ils ont mis en selle et qui les ont, paraît-il, « trahi ». En effet, l'agence France-Presse nous avait annoncé que les délégués du Congrès composé de « notables triés sur le volet » étaient convoqués par Bao-Daï et les Français... D'où « surprise » et « déception » générale de la part de ces derniers. D'où aussi la confusion et le désarroi dans les cercles gouvernementaux français. Bidault encaisse cela comme une « mauvaise nouvelle » tandis que le ministre des Etats associés multiplie les « contacts » avec l'empereur fantoche Bao-Daï qu'il renvoie en hâte en Indochine.

Les colonialistes français comme Bao-Daï lui-même se sentent débordés par les événements, ils n'espèrent pas retourner la « situation » française, mais en réduire les dégâts.

Pourquoi les colonialistes ont-ils fait convoquer ce Congrès qui s'est retourné en fin de compte contre eux-mêmes ?

La raison en est bien simple. Depuis plusieurs années, la « solution Bao-Daï » a connu un échec des plus cuisants. Bao-Daï, dont l'impérialisme a rétabli le trône chancelant, ne représente que lui-même et un certain nombre de bourgeois et de féodaux les plus réactionnaires de la société vietnamienne. Sans compter que la totalité des masses ouvrières et paysannes lui échappe entièrement, un grand nombre de bourgeois du pays lui refusent aussi leur appui. Ceux-ci, tout en adoptant une attitude « attentiste », se réservent le droit de le critiquer. De ce simple fait, le rôle de Bao-Daï n'est pas assez « représentatif » pour les colonialistes français, pour leur permettre de passer des accords avec lui. Il faut donc redorer le blason de Bao-Daï. La convocation du Congrès de Saïgon, est, en bref, la tentative des colonialistes français, de donner un peu plus de crédit à Bao-Daï par l'adhésion des « attentistes ».

La deuxième raison de ce Congrès de Saïgon réside dans le fait que les « attentistes » devant la position de plus en plus affaiblie de l'impérialisme français, commencent eux aussi « à bouger ».

En effet, un certain nombre d'entre-

NGUYEN-TUYEN.

(SUITE PAGE 2.)

### UNE LETTRE DE B.-H. BENN

Secrétaire des Jeunes Pionniers de GUYANE BRITANNIQUE

Extrait d'une lettre de B. H. BENN, secrétaire de la Ligue des Jeunes Pionniers de Guyane, publiée dans le journal de la gauche travailliste, « Socialist Outlook ».

Le 27 avril 1953, le peuple de Guyane britannique avait élu dix-huit membres du Parti progressif du peuple au parlement (sur un nombre total de vingt-sept) d'une façon parfaitement démocratique.

Le vendredi 9 octobre, le gouvernement britannique suspendait la Constitution et d'une façon très délibérée déposait les six ministres élus...

Depuis l'abolition de l'esclavage, le peuple de ce pays a continué à connaître une vie de misère et d'exploitation. La plupart des terres de la région côtière, la plus grande partie des terrains bien irrigués sont entre les mains de l'association des producteurs de sucre. La moitié seulement de la terre qu'ils possèdent est cultivée ; le reste est laissé en friche.

La petite partie des terres qui n'est pas possédée par les patrons du sucre est rendue inutilisable par eux, car ils ont le contrôle de l'irrigation.

Les habitations sont sordides et dans certains cas douze personnes vivent dans une seule pièce. La sous-alimentation règne. L'analphabétisme est très étendu. Un seul docteur pour toutes les écoles de la colonie. Le chômage sévit sans qu'aucune indemnisation n'existe. Les salaires sont si bas que la plupart des travailleurs ne peuvent vivre avec que deux jours et empruntent pour finir la semaine.

Telles sont quelques-unes des raisons pour lesquelles le peuple a voté P.P.P.

Les représentants élus commencèrent une campagne pour une réforme de la Constitution. Grâce à leur majorité au Parlement, ils abolirent les véto du précédent gouvernement contre certains hommes politiques progressistes et contre la littérature dite « indésirable ».

Ils créèrent un comité chargé d'enquêter sur les salaires des domestiques. Ils augmentèrent le nombre des bourses pour les écoles secondaires.

Ils élaborèrent des lois pour une reconnaissance légale des

syndicats ; pour obliger les propriétaires fonciers à fournir l'irrigation à leurs fermiers.

Ce sont là quelques-unes des décisions du P.P.P. pendant les quatre mois où il contrôla l'appareil d'Etat.

Il n'y eut ni révoltes, ni crimes, ni attaques d'étrangers.

Les travailleurs soutenaient fermement le P.P.P. Ils allaient aux séances du parlement, suivaient les débats. Ils appelaient les ministres : « ministres du peuple », et allaient dans les ministères pour porter leurs plaintes au ministre ou lui donner des conseils.

Alors commença la campagne de la réaction qui fit pression sur le gouverneur colonial pour qu'il agisse contre le P.P.P.

Il fit appel à Londres pour qu'on lui envoie des troupes contre un « coup communiste ».

Le 9 octobre, après le débarquement et la mise en place des troupes, la Constitution fut suspendue et les ministres relevés. Un appel au calme avait été lancé au peuple par le P.P.P., car les impérialistes cherchaient une occasion de tirer.

Dans les plantations de sucre les travailleurs se mirent en grève et les gens commencèrent à retirer leur argent des banques et à boycotter les marchandises britanniques.

Des perquisitions furent faites par les troupes chez les leaders du Parti et à ses sièges. Un monceau de publications y fut saisi, mais aucune arme, ni aucune correspondance avec un pays étranger n'y fut trouvée.

Le complot tramé contre les vœux démocratiques du peuple était patent.

Le peuple avait été frustré de son gouvernement par les impérialistes et leurs valets.

Le peuple va maintenant organiser une campagne contre l'impérialisme britannique comme l'a déjà fait le peuple hindou.

Le peuple va riposter non pas avec des fusils, puisqu'il n'en possède pas, mais par la non-coopération, le boycott et la grève.

# La crise de la S.F.I.O. Aidez LA VERITE DES TRAVAILLEURS

L'aggravation de la situation du capitalisme et la maturation politique des masses travailleuses françaises, ne sont pas sans avoir déjà eu d'assez sérieuses conséquences, sur l'homogénéité intérieure du Parti socialiste S.F.I.O. Cette organisation dont les dirigeants servent avec loyauté depuis de longues années, les intérêts de la bourgeoisie, commence en effet, à être secouée par une crise politique intérieure, grosse de conséquences pour l'avenir.

Du point de vue des intérêts du mouvement ouvrier, le plus important n'est pas seulement que la lutte de tendances divise à nouveau la S.F.I.O., mais que celle-ci a pour point de départ des désaccords réels sur les deux questions cruciales de la politique de guerre de l'impérialisme et du Front unique avec les organisations stalinienne. Les dernières déclarations de Guy Mollet affirmant que son parti soutiendra la C.E.D., n'ont eu pour conséquence que d'augmenter le malaise et d'accroître l'opposition de ceux qui, dans le Parti socialiste, sont hostile à la politique de guerre. De même la position de plus en plus anti-unitaire du Bureau confédéral F.O., discrètement appuyée par le Comité directeur de la S.F.I.O., pousse à la cristallisation des militants socialistes réellement liés à la classe ouvrière et qui comprennent qu'une politique vraiment socialiste exige de mener le Front unique avec tous les courants du mouvement ouvrier.

## LA GAUCHE DU P. S.

La « gauche socialiste » est loin encore d'être unifiée et conséquente sur toutes ses positions ; ses leaders principaux appartiennent pour la plupart à la catégorie des « centristes de droite », mais son existence et son développement n'en sont pas moins certains. Car ils trouvent leurs raisons d'être dans la situation objective elle-même et dans le fait que les trois millions d'électeurs socialistes ne passeront pas dans le camp de la guerre, même si Guy Mollet se fait le héraut de celle-ci.

C'est la « gauche piveriste » qui dirige la Fédération socialiste de la Seine et qui, au dernier Congrès fédéral, a acquis la majorité sur une résolution, qui bien que confuse, n'en marquait pas moins une certaine opposition à la politique pro-atlantique du Comité directeur. La direction de cette tendance est assurée par Pivert et par Depreux. Mais à leur gauche, se tient la tendance Lucien Weitz-Jean Boireau, qui détient presque un tiers des mandats dans la Seine et qui présente une position bien plus catégorique aussi bien sur la question de la C.E.D., que du Front unique ouvrier. C'est cette tendance qui semble avoir les attaches les plus sérieuses dans les milieux socialistes salariés et plus spécialement dans les diverses oppositions qui sont en voie de développement dans Force Ouvrière.

Pour s'exprimer, les tendances de gauches — ou plutôt leurs leaders — disposent déjà de diverses publications, telles « La Tribune des Peuples » (la revue d'Aneurin Bevan), « La Tribune syndicaliste », le « Courrier syndical », etc.

Mais la question la plus essentielle que les éléments de gauche ont à ré-

soudre, c'est celle de leur attitude par rapport à l'aspect le plus élevé du front unique ouvrier ; à savoir le front unique politique du Parti socialiste et du Parti communiste français pour le gouvernement. Or, de ce point de vue, il n'y a pas de doute que même les éléments les plus « gauche » sont encore loin de comprendre les aspirations réelles des masses travailleuses en France et aussi leurs besoins, et de défendre en conséquence une juste politique. Discutez de nos jours avec un militant socialiste qui n'est pas aveuglé par la stalinophobie, et vous verrez que, tout comme son camarade communiste, il aspire à un changement profond de politique en France. Si vous le poussez un peu et lui expliquez que la solution la meilleure consisterait à appeler les masses à se mobiliser pour la constitution d'un gouvernement de front unique des deux grands partis ouvriers, appliquant un programme au service des travailleurs, il se ralliera sans tellement de difficulté à cette solution. Car celle-ci lui apparaîtra bientôt comme la seule efficace pour arrêter la course à la guerre et empêcher les chefs staliens de bureaucratiser le mouvement puisqu'ils seront à la fois sous le contrôle permanent aussi bien des travailleurs communistes, que socialistes et inorganisés.

Ceux qui, dans le Parti socialiste, sont réellement attachés à leur organisation et qui veulent que celle-ci ait une politique conforme aux intérêts des travailleurs, doivent sans hésitation mener une lutte audacieuse contre la politique pro-capitaliste du Comité directeur et de tous ses agents dans le Parti. Une politique authentiquement unitaire et anticapitaliste n'aura pas pour conséquence de renforcer le stalinisme mais, au contraire, de l'affaiblir.

## DEVELOPPER L'UNITÉ D'ACTION

Il est incontestable que le Parti communiste français n'a pas l'attitude qu'il faudrait à l'égard de la « gauche socialiste » et cela essentiellement parce qu'il feint de l'ignorer ou aussi qu'à l'occasion, il tape plus fort sur elle que sur la droite du P.S. En agissant ainsi, il gêne le développement d'une lutte efficace contre les éléments gérants loyaux du capitalisme. A l'échelon des quartiers, des localités et des usines, les militants du Parti communiste français doivent tâcher de contacter les militants de la gauche du Parti socialiste, leur montrer qu'ils n'assimilent pas leurs tendances avec celles des éléments de droite, et réaliser avec eux loyalement le front unique sur telle ou telle question précise. La crise du réformisme français révèle combien est profonde la crise sociale en France. Celle-ci évolue inéluctablement vers la révolution prolétarienne. Contre le camp de la guerre et de la réaction, il n'y a pas de doute que nous verrons au coude à coude, au moment décisif, des millions de travailleurs aussi bien communistes que socialistes.

Michèle MESTRE.

## LE COMITE CENTRAL OUVRE LA DISCUSSION POUR LE 4<sup>e</sup> CONGRES MONDIAL DANS LE PARTI

Le Comité Central du P.C.I., section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, s'est réuni au début du mois d'octobre.

Il a entendu un rapport du camarade Perier sur « les grèves d'août et leur signification ».

Le rapporteur a d'abord montré que « les grèves d'août ont ouvert en France une situation pré-révolutionnaire plus profonde dans sa dynamique que celle de juin 36 ». Puis il a analysé les traits caractéristiques de la lutte :

— « la riposte extraordinairement puissante et rapide des travailleurs... commencée spontanément en dehors des directions traditionnelles » ;

— « la profondeur de la volonté de lutte des travailleurs » ;

— la volonté d'unité et le contenu et le rôle des Comités d'unité d'action ;

— les organismes d'auto direction (comités de grèves, comités intercorporatifs, congrès des comités de grèves, etc...).

Le rapporteur a ensuite montré quelle fut la politique des grands partis ouvriers, la trahison de F.O. Il a insisté sur « la nécessité d'une réelle politique de Front unique » et sur notre mot d'ordre plus actuel et plus concret que jamais du P.S. et du P.C.F. ».

Il a conclu : « Les grèves d'août ont pour premier et très important résultat d'avoir réalisé une prise de conscience très profonde et très étendue dans la

Au cours des grèves d'août nous avons fait paraître deux numéros spéciaux. Il en est résulté un déséquilibre dans notre budget qui nous a contraint à ne pas paraître en octobre. Maintenant encore notre situation financière reste toujours très difficile. Il faut absolument qu'en conséquence nos lecteurs intensifient leur soutien financier. Nous avons adressé par lettre un appel à nos abonnés. Nous publions ci-dessous une première liste des souscriptions rentrées à ce jour. Il faut absolument que les envois de ceux qui n'ont pas encore répondu figurent dans celle du mois prochain. Il faut aussi que tous ceux dont l'abonnement expire le renouvellement sans tarder. Grâce à de nombreuses adresses données par des sympathisants nous avons pu, en faisant des envois de propagande, faire connaître notre journal plus largement. Mais cela fait des frais. Il faut que tous, anciens et nouveaux lecteurs, nous aident à les couvrir.

Les grèves d'août sont venues encore confirmer la justesse de notre politique et l'utilité de notre action. Il faut que notre journal puisse non seulement paraître régulièrement mais que sa périodicité soit plus fréquente. Camarades, cela dépend pour une large part de vous ; ne l'oubliez pas.

## LISTE DE SOUSCRIPTION

Brissard, 400 ; J. L., 1.000 ; Lagarde, 300 ; Martin, 300 ; R..., de Lyon, 200 ; J. C., de l'Isère, 100 ; Michaut, 500 ; Liste 6.317, 9.050 ; Liste 1.639, 3.000 ; Thomas, 200 ; Génoudet, 300 ; Liste 1.388, 1.900 ; Un instituteur de l'Yonne, 1.000 ; Liste 7.214, 5.300 ; G. P., 500 ; Liste 1.527, 1.140 ; Bihan, 200 ; Liste 910, 1.500 ; Chereau, 1.000 ; Liste 1.261, 7.550 ; Liste 5.411, 2.200 ; Liste 2.195, 713 ; Mathou, 100 ; Liste 3.473, 1.000 ; V.N., 4.500 ; Ornain, 1.000 ; Lancel, 5.000 ; Belgique, 9.344 ; Z. R., 1.000.

Total de la liste : 70.047 francs.

## La vérité sur le Congrès de Saïgon

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

eux, sous l'impulsion du leader Ngo-Dinh-Diem, ont convoqué le 1<sup>er</sup> Congrès de Cholon qui vise manifestement à propulser un mouvement « nationaliste » indépendamment de Bao-Daï. Il s'agit, pour celui-ci et pour l'impérialisme français, de devancer les tentatives de leurs concurrents, et de les entraîner, si c'est possible, dans leur orbite. Mais cette entreprise s'avère inefficace, car les « attentistes » posent de telles conditions que Bao-Daï et ses maîtres ne peuvent les accepter. Déjà, le Congrès de Saïgon a connu un premier échec : le refus de la participation des attentistes. Les délégués qui y étaient présents ne sont que des créatures de Bao-Daï et des impérialistes. Mais ils subissent des pressions de toutes parts : d'abord la pression de Bao-Daï et des impérialistes qui entendent transformer le Congrès en un plébiscite en faveur de l'empereur fantoche. Ensuite, la pression de leurs propres intérêts personnels et régionaux, qui sont parfois incompatibles avec les agissements du gouvernement fantoche de Nguyen-van-Tam. Enfin, la pression des masses en lutte armée sous le drapeau de la Résistance.

Il est fort instructif de remarquer que finalement c'est la pression des masses qui est la plus forte, car ces délégués, bien que créatures de Bao-Daï, sont obligés de prononcer des paroles « anti-impérialistes » et même sont allés jusqu'à « la rupture avec l'Union française ». Cette attitude est déterminée essentiellement par la montée révolutionnaire, c'est-à-dire la volonté des masses et non

par celle des délégués. Ceux-ci ont voté la « motion » plus à contre-cœur que par réel assentiment. A ce sujet, les agences France-Presse et Reuter s'expliquent très clairement dans le communiqué du 16 septembre ainsi conçu : « L'explication qu'on donne officiellement, du côté français, à Saïgon, est que les caodaïstes, les catholiques, et les mouvements Hoa-Hao et Binh Xuyen, qui figurent parmi les organisateurs du Congrès, ont été « dépassés dans leurs intentions » par les manœuvres de certains leaders politiques qui ont réussi à entraîner la majorité (en fait il s'agit de l'unanimité) des congressistes sur une position plus stricte. » Bien entendu, ces agences bourgeoises n'expliquent pas pourquoi « les manœuvres de certains leaders politiques » ont réussi à entraîner la majorité.

## LES FEODALITES SE DIVISENT

Si nous constatons de près la composition sociale du Congrès et les organisations qui en font partie, nous avons une idée exacte des couches de la société vietnamienne sur lesquelles l'impérialisme français veut s'appuyer. Les principaux éléments sont les seigneurs féodaux Cao Dai et Hoa-Hao qui constituent de véritables états dans l'Etat de Bao-Daï. Puis le groupe Binh Xuyen, groupe de pirates dont le chef est Baï Vaen, tennancier des maisons de jeu, nommé « général » par Bao-Daï. Enfin, le Parti Dai-Viet se composant essentiellement de mandarins, des fonctionnaires et des policiers. Voilà les gens qui composent ce Congrès « national » et entre les mains de qui Bao-Daï et ses maîtres comptent remettre la destinée du Vietnam. Ces personnages sont des gens sans scrupules qui cherchent à spéculer sur les événements afin de mieux conserver leurs privilèges. Le Cao-Daï, le Hoa-Hao et le Binh-Xuyen entendent conserver leurs fiefs là où ils contrôlent et rançonnent les paysans par la force. Le Dai-Viet entend remplacer les Français dans les divers postes de l'administration. Mais aucun d'entre eux ne lutte pour l'indépendance et l'unité réelles du pays. Entre eux-mêmes, les rivalités de toutes sortes surgissent et les divisent. Les discussions au cours du Congrès ont montré un spectacle effarant de division et de conflits personnels. Un « délégué » par exemple fut nommé vice-président puis dénoncé par d'autres et chassé du Congrès en pleine séance.

C'est pourquoi le Congrès, bien que réclamant l'indépendance du Vietnam en dehors de l'Union Française, n'a eu aucun crédit dans les masses vietnamiennes. Il ne diminue en rien l'autorité et le prestige dont jouit la Résistance. Bien au contraire, les masses comprennent que si ces gens osent affecter une attitude « intransigeante » vis-à-vis de l'impérialisme, c'est grâce à leur lutte armée qui va s'intensifier de plus en plus et balayera non seulement l'impérialisme mais aussi ses valets.

Ainsi que l'avaient déjà démontré les élections municipales du début de cette année, l'impérialisme français au Vietnam n'a pas plus de succès dans ses opérations politiques que dans ses opérations militaires.

Et malgré tous les camouflages de la presse à gages il ne peut plus dissimuler que l'opération « Mouette » n'a pas eu plus de succès que l'opération « Congrès de Saïgon ».

On a beau appeler « offensives » les mouvements (souvent de retraite) du corps expéditionnaire et « embuscades » les attaques du Viet-Minh, cela ne change rien à la réalité. Sur le plan des idées comme dans la bataille, le peuple vietnamien tout entier rejette l'impérialisme.

N. T.

Le Numéro de NOVEMBRE de la revue  
**IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**  
EST PARU

Au sommaire :

**EDITORIAL.** — La situation en Europe occidentale et ses perspectives.

**NOTES EDITORIALES.** — La nouvelle politique économique en U.R.S.S. — Les accords U.S.A.-Espagne. — La chute de Mossadegh. — Nouvelles perspectives pour le mouvement ouvrier latino-américain. — L'Imbroglie de Trieste.

**Pierre FRANK.** — Août 1953.

**LES EVENEMENTS D'AFRIQUE DU NORD.** — Les paysans en Tunisie. — Lettre du Maroc.

**Léon TROTSKY.** — Culture et art prolétariens.

**E. GERMAIN.** — Les sources théoriques de la conception d'organisation bolchevik.

**COLVIN R. DE SILVA.** — Les événements du 12 août à Ceylan.

**LES DOCUMENTS DE PREPARATION DU IV<sup>e</sup> CONGRES MONDIAL.** — Montée et déclin du stalinisme.

**LES LIVRES.** — L'histoire du Vietnam de 1940 à 1952. — Vietnam : Sociologie d'une guerre. — Russia after Staline.

**NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE.** — Norvège : 80<sup>e</sup> anniversaire de Jeanette Olsen. — Ceylan : Victoire des masses. — Italie : Les mouvements de grève et leurs enseignements. — Yougoslavie : Tension entre le gouvernement et les masses.

# Contre les accords de Bonn et de Paris sans sombrer dans le chauvinisme

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

rienter de toutes ses forces vers la remilitarisation et le réarmement. En général, cette tendance de l'Allemagne de Bonn est fortement appuyée, pour des raisons diverses, par tous les partenaires de l'Allemagne atlantique, sauf dans une certaine mesure par la France. Les Etats-Unis voient dans la future armée allemande le noyau principal de toute la force terrestre occidentale en Europe continentale. L'Angleterre souhaite le réarmement de l'Allemagne, entre autre pour se soulager de la pression que fait peser sur elle la concurrence commerciale de l'Allemagne, les prix industriels allemands n'étant pas encore grévés par les charges provenant des dépenses militaires. L'Italie aussi bien que les autres partenaires mineurs de l'Alliance atlantique n'ont aucune raison sérieuse pour s'opposer obstinément à la renaissance de la force militaire allemande.

Seule la France se trouve à cet égard dans une position particulière. Traditionnellement elle redoute une Allemagne forte qui la surclasse économiquement et militairement. D'autre part la France possède un empire qu'elle exploite en le considérant comme sa propre chasse gardée, et qui constitue sa principale base lui permettant de tenir son rang de grande puissance.

Or la crise de cet empire l'oblige à utiliser ses principales forces militaires pour venir à bout de la résistance des masses coloniales, et l'empêche d'opposer sur le continent même une force militaire tant soit peu égale à celle que possèdera demain l'Allemagne de Bonn. D'où l'opposition d'une partie importante de la bourgeoisie française à la remilitarisation de l'Allemagne.

Cependant, avec l'accord ou non de la France, la renaissance d'une armée allemande est inévitable. Déjà matériel, cadres, modalités de recrutement sont mis en place en Allemagne. D'autre part un certain climat psychologique propice existe, grandement renforcé depuis la victoire d'Adenauer.

Moscou, plus réaliste que Paris, a admis l'inéluctabilité de la remilitarisation et du réarmement allemands. Il ne s'oppose plus à la création « d'une armée nationale allemande » mais seulement à l'intégration d'une Allemagne réarmée dans la « Communauté européenne ». Seuls les stalinien français font semblant d'oublier cette prise de position du Kremlin, et dans leur campagne juste contre les accords de Bonn et de Paris incluent le refus d'une « Wehrmacht revancharde », c'est-à-dire d'une armée nationale allemande.

Or, répétons-le, telle n'est pas la position de Moscou.

Comment doit se poser correctement la question du point de vue marxiste révolutionnaire et des intérêts véritables de la Révolution prolétarienne à l'étape actuelle ?

Il faut naturellement lutter aussi bien en France qu'en Allemagne contre les accords de Bonn et de Paris qui visent au réarmement de l'Allemagne dans le cadre de l'Alliance atlantique, c'est-à-dire de la Sainte-Alliance de l'impérialisme contre l'U.R.S.S., les autres Etats anticapitalistes, et en définitive la Révolution tout court. En Allemagne même il faut lutter contre toute résurrection d'une armée bourgeoise et faire campagne pour UNE MILICE POPULAIRE SOUS LE CONTROLE DES ORGANISATIONS OUVRIERES. Mais en France, toute tentative de limiter les droits du peuple allemand, en tant que peuple indépendant, souverain, qui doit jouir de la même égalité sur tous les plans que les autres peuples, ne peut être qualifiée que de chauvine allant en définitive à l'encontre du but principal visé : empêcher l'inclusion d'une Allemagne libre, unifiée et indépendante dans l'Alliance atlantique contre-révolutionnaire.

Or le sens que donne dans sa lutte contre les accords de Bonn et de Paris le Parti communiste français, plus particulièrement depuis la dernière session de son Comité Central et la ligne Tho-

rez sur cette question, est nettement chauvine et néfaste. Elle établit une différence qui n'existe pas entre une Allemagne capitaliste remilitarisée particulièrement nocive, impérialiste, revancharde, et la France capitaliste remilitarisée.

Pour l'instant c'est pourtant la France capitaliste et son armée qui font la guerre et oppriment au Vietnam et dans les autres colonies de l'Afrique du Nord, et pas l'Allemagne.

Il est franchement chauvin de vouloir lutter contre la constitution d'une armée allemande avec Daladier et toute une aile de la bourgeoisie française partisane fervente d'une armée française et qui déclare au même moment que l'avenir de la France est en Afrique, c'est-à-dire dans l'oppression continue des masses africaines.

Les prolétaires français ont le devoir de lutter contre leur propre bourgeoisie qui cherche par la ratification des accords de Bonn et de Paris à inclure l'Allemagne dans l'Alliance atlantique et qui prépare ainsi la guerre contre l'U.R.S.S. et la Révolution. Mais ils n'ont pas à défendre « leur » armée nationale française contre toute armée nationale allemande, ni à vouloir traiter l'Allemagne comme nation moins souveraine que la France.

C'est avant tout aux prolétaires allemands de s'opposer à la résurrection d'une armée bourgeoise allemande et de lutter pour une milice populaire contrôlée par les organisations ouvrières.

En même temps les prolétaires français, pour se débarrasser de tout soupçon de vouloir par leur juste lutte contre la ratification des accords de Bonn et de Paris discriminer en quoi que ce soit l'Allemagne en tant que nation indépendante et souveraine, doivent lutter pour la retraite des troupes d'occupation françaises en Allemagne, et pour que ce pays puisse décider de son avenir en pleine liberté.

La lutte contre les accords de Bonn et de Paris, pour qu'elle soit vraiment efficace doit se placer sur une base claire de classe : se combiner avec la lutte pour l'indépendance nationale et l'unité de l'Allemagne grâce avant tout à l'action des masses travailleuses allemandes qui, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, ne désirent profondément que cela.

Car celui dont il faut gagner la confiance et l'appui n'est ni Daladier ni les autres dirigeants bourgeois chauvins désirant maintenir l'Allemagne dans un état d'infériorité par rapport à leur propre « patrie » capitaliste et impérialiste, mais les masses travailleuses allemandes. Ce sont elles et elles seules qui pourront s'opposer efficacement à la résurrection d'une armée bourgeoise allemande, et l'empêcher d'agir comme instrument impérialiste et contre-révolutionnaire, en abattant le régime capitaliste.

Jean-Paul MARTIN.

# LA QUESTION DE L'UNITE SYNDICALE aux Etats-Unis

(De notre correspondant)

New-York, sept. 1953.

Lorsque les Républicains prirent le pouvoir au début de cette année, les dirigeants syndicaux américains étaient plutôt mal à l'aise — ne sachant guère ce que l'avenir apporterait au mouvement syndical — mais prêts à collaborer avec le gouvernement Eisenhower, n'excluant pas la possibilité de relations assez cordiales, d'autant moins que Durkin, chef du Syndicat des plombiers, fut nommé ministre du Travail et que les capitalistes firent preuve d'une certaine « modération » à l'égard de la classe ouvrière. Plusieurs bureaucrates syndicaux espéraient que la dangereuse loi antisyndicale Taft-Hartley serait modifiée à l'avantage des travailleurs suite aux promesses électorales du général Eisenhower. Après tout, Stevenson, candidat démocrate, n'avait pas promis non plus l'abolition pure et simple de la loi détestée, se bornant également à prononcer de vagues discours sur une « amélioration » de celle-ci... En outre, la présence de Durkin au cabinet semblait constituer une espèce de garantie rassurante aux yeux des collaborateurs de classe de l'A.F.L. et de la C.I.O.

Ils se rendaient compte cependant que l'époque à venir est pleine de facteurs inconnus et qu'un renforcement des organisations syndicales face à l'offensive de la réaction s'impose en tout cas. C'est pourquoi les efforts en vue de l'unité syndicale, de l'unification de l'A.F.L., de la C.I.O. et des syndicats indépendants (cheminots, mineurs, etc.), se multiplient. En effet les différences de structure sont moins grandes aujourd'hui entre les deux fédérations principales, l'A. F. L. n'exigeant plus la liquidation du syndicalisme unitaire à l'échelle d'industries. L'obstacle numéro un reste l'égoïsme des bonzes qui ont peur de perdre leurs appareils à eux et même leurs positions en cas de fusion (car une fusion de deux syndicats opérant souvent dans les mêmes secteurs doit nécessairement impliquer la disparition des bureaux et positions faisant double emploi, si l'on veut éviter la confusion et un gaspillage immense). Et les bureaucrates qui sont d'accord avec l'unification ne sont pourtant pas d'accord avec la perte de leur influence et de leur revenu.

La récente démission de Durkin en tant que ministre du Travail a mis en relief la vanité de ceux qui croyaient aux promesses d'Eisenhower concernant la loi Taft-Hartley : Durkin démissionna précisément parce que même le plus réactionnaire des bonzes syndicaux ne pouvait approuver l'attitude anti-ouvrière du Président — parce que pour les syndicats la lutte contre cette loi est une question décisive : c'est la liberté syndicale qui est en jeu.

Une fois de plus, la confiance, même limitée, des bureaucrates dans les partis bourgeois s'avère illusoire et néfaste. Les 17 millions d'ouvriers syndiqués sont

faibles politiquement, puisqu'ils n'ont pas de parti politique à eux. Impossible de briser l'offensive réactionnaire sans un Parti des Travailleurs américains — ce grand parti de la classe ouvrière alliée aux paysans pauvres, dont le *Socialist Workers Party* trotskyste demande la formation depuis longtemps.

L'unité syndicale ? L'unification de l'A.F.L., de la C.I.O. et des autres organisations ? — Fort bien. Mais si elle doit servir à inaugurer une nouvelle marche en avant du prolétariat américain, elle doit faire partie de la constitution d'un parti ouvrier politique basé sur le mouvement syndical ! Par conséquent, l'opposition aux bonzes droitiers qui continuent à collaborer avec le Parti Démocrate — parti bourgeois — est toujours une tâche importante de l'avant-garde révolutionnaire.

Charles HANLEY.

## Vive le 36<sup>e</sup> anniversaire de la REVOLUTION RUSSE

Il y a trente-six ans, dirigé par le parti bolchevik de Lénine et Trotsky, le prolétariat russe renversa le pouvoir des nobles et des capitalistes, et instaura l'Etat ouvrier.

C'était la plus grandiose victoire révolutionnaire de l'histoire.

L'isolement de l'U.R.S.S. dans le monde capitaliste, les défaites de la révolution internationale, le caractère arriéré du pays permit à une bureaucratie d'usurper le pouvoir politique des ouvriers et des paysans.

Mais la révolution ne recule plus. Elle se renforce et démantèle le vieux monde capitaliste. Les quelques millions de prolétaires soviétiques de 1917 sont devenus 42 millions. Ils recommencent à vouloir diriger l'économie et la politique de leur Etat, à y rétablir la démocratie soviétique, prolétarienne, des lendemains d'octobre 1917.

La bureaucratie ne réussira pas à étouffer cette volonté par ses concessions de ces derniers mois.

Avec la Révolution dans les pays capitalistes et colonisés, le prolétariat soviétique sera invincible contre les armées capitalistes qui s'apprêtent à les assaillir.

Il sera aussi contre les bureaucrates usurpateurs. La Révolution politique régénèrera la dictature du prolétariat, le nouveau parti bolchevik, la Section Soviétique de la IV<sup>e</sup> Internationale vaincra !

Trente-six ans après leur héroïque victoire, les travailleurs soviétiques sont en voie de reprendre place aux premiers rangs de la Révolution socialiste mondiale.

Vous lirez dans "IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE" :

## La nouvelle politique économique en U. R. S. S.

Développement « harmonieux » de toutes les branches de l'économie, et non pas exclusif de l'industrie lourde ; satisfaction des besoins matériels des masses par l'augmentation de la production des moyens de consommation, de l'industrie légère et de l'agriculture ; poursuite et consolidation de l'économie collectiviste agricole sur une base d'association volontaire des paysans et d'aide technique adéquate, sont les nouveaux motifs de la politique économique soviétique aussi bien en U.R.S.S. que dans le glacis. Elle reflète des soucis nouveaux des directions bureaucratiques dans tous ces pays devant une pression accrue des masses qui ne veulent plus se contenter d'un niveau de vie médiocre, et qui sentent que toutes les possibilités actuelles du système de l'économie étatisée et planifiée permettent de le dépasser.

Cette pression des masses ne s'exerce pas du reste sur le seul plan économique. Elle enveloppe tout le régime bureaucratique. En U.R.S.S., la mise en veilleuse du culte et même du nom de Staline s'accélère. Parmi les plus éclatantes (on dirait scandaleuses) omissions des épigones à ce sujet, il est à noter celle lors de l'inauguration de la nouvelle Université de Moscou, aucun des nombreux orateurs n'y ayant même pas mentionné Staline ; celle du 15<sup>e</sup> anniversaire de l'édition de « l'Histoire du Parti bolchevik russe », écrite sous la supervision de Staline et livre de base pour des générations de stalinien, fêtée cependant jusqu'ici avec éclat chaque année ; celle même du premier anniversaire du 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe, dont Malenkov fut pourtant le deuxième des protagonistes.

Mais il suffit à propos de ce dernier événement de comparer la nouvelle politique économique à celle contenue dans le rapport de Malenkov au congrès, pour comprendre que le silence vaut encore mieux que la célébration d'une date et d'un événement dont à peu près toutes les décisions importantes sont déjà enterrées.

L'U.R.S.S., des épigones, poussée par les nouvelles forces révolutionnaires mûries aussi bien internationalement que dans son sein, est entrée dans une phase nouvelle. Tous les observateurs tant soit peu compétents en la matière sont maintenant d'accord là-dessus, de Deutscher à Tito et Kardelj, en passant par Bevan (pour ne mentionner que ceux se réclamant d'un point de vue ouvrier). Naturellement ils se trompent sur la profondeur des transformations déjà survenues, et surtout sur la forme et les perspectives du développement.

Les lecteurs de notre revue apprécieront la façon dont notre mouvement aborde cette même question, en lisant le document « Montée et déclin du stalinisme » que nous publions dans ce numéro et qui anticipait déjà sur les événements survenus depuis qu'il fut écrit.

(Extrait d'une note éditoriale.)

M. FABLO :

LA GUERRE QUI VIENT  
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 fr.

\*\*

E. GERMAIN :

LES PROBLEMES  
ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 fr.

## S. E. L.

ROSNER. Moscou sous Lénine. 600 fr.

BRUHAT. Histoire du mouvement ouvrier. 390 fr.

TROTSKY. La Révolution trahie. 300 fr.

Le S.E.L. peut vous fournir tous les livres. — Envoi franco de port.

Dès à présent, commandez vos livres pour les fêtes.

OUVRAGES D'ART - REPRODUCTIONS - LIVRES DE LUXE.

## UNE VERITABLE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE SYNDICAL Pour arracher une augmentation générale des salaires

Le 6 octobre a marqué, de la part de la C.G.T., une tentative de mobilisation des masses pour la rentrée parlementaire. L'échec qui en a résulté illustre de façon éclatante la situation existant à l'heure actuelle dans le mouvement ouvrier.

Si, dans les P.T.T. la combativité est encore grande et marquée par des conflits locaux contre les sanctions, il n'en résulte pas moins que dans cette corporation comme dans celle des cheminots où la combativité est moindre, les travailleurs doivent supporter les pertes de salaires énormes qui aggravent encore leur situation. Chez les métallos on peut remarquer quelques luttes, mais celles-ci se mènent, en général sur des revendications limitées à la situation propre aux travailleurs en grèves. Seul le textile, dans la région lyonnaise surtout, montre une physionomie de bataille marquée le plus souvent par des victoires locales.

Ainsi comme nous le signalions dans le dernier numéro du journal, la classe ouvrière dans ses larges masses, marquée, après le magnifique mouvement du mois d'août, une pause qu'elle met à profit pour assimiler l'expérience des dernières luttes. De nouveau, l'idée d'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE rassemblant toutes ses forces contre le bloc patronal, se dégage de tous les esprits. Mais pour aboutir à celui-ci, il n'est pas trop de toutes les énergies, et la question du FRONT UNIQUE se pose encore avec une plus grande acuité.

Quelles positions les centrales syndicales prennent-elles devant ce problème vital pour la classe ouvrière ?

A Force Ouvrière la ligne anti-unitaire est toujours de rigueur, les Bothereau et Cie prenant grand soin de saboter les efforts unitaires des militants de base, et accentuant par là, le divorce existant entre les intentions de la direction F.O. et le désir des militants de base de se lier de plus en plus avec les militants de la C.G.T.

La C.F.T.C., pour sa part, continue traditionnellement de manœuvrer entre la C.G.T. et F.O. sans avancer une seule idée directrice.

Par contre, la C.G.T. qui constitue le syndicat le plus puissant, qui dispose des meilleurs militants ouvriers, influençant la plus grande partie de la classe ouvrière, la C.G.T., elle, devrait plus que jamais avoir une politique de FRONT UNIQUE de la base au sommet, claire et nettement définie qui, par sa dynamique, permettrait au mouvement ouvrier de s'engager sur la voie des grands succès.

Or, au contraire, oubliant la ligne non sectaire définie en septembre 1951 par Benoît Frachon et même celle qu'elle a suivie au cours des grèves d'avril 1953, la C.G.T. est à nouveau orientée comme si elle pouvait seule, sans une juste politique de Front unique, influencer et mobiliser le mouvement ouvrier.

Ainsi, il y a quelques semaines, les syndicats C.G.T. cheminots ont pris seuls l'initiative d'appeler à la grève sur le réseau Paris-Sud-Ouest.

Ainsi, en ce qui concerne les Comités d'unité d'action, ceux-ci ont été définis par Léon Mauvais et Le Léap, comme devant être des organismes élus sous la seule initiative de la C.G.T. et s'opposant aux cartels intersyndicaux.

Une telle attitude fait le jeu des dirigeants anti-unitaires de F.O.

De plus, ces derniers temps, la ligne de la C.G.T. apparaît comme des plus incohérente : la campagne pour les Comités d'unité d'action est conduite de façon sporadique. La fixation du minimum à 23.000 francs pour 173 heures de travail, chiffre sur lequel s'est réalisée l'unité à la Commission supérieure des Conventions collectives, est loin de correspondre à ce que veulent les travailleurs et constitue pour les militants C.G.T. un véritable casse-tête chinois quand ils essaient d'appliquer à la réalité le projet de conventions collectives — 25 francs d'augmentation de l'heure pour tous est beaucoup plus conforme aux aspirations des métallos par exemple.

Mais aussi bien la lutte pour les salaires — quel qu'en soit le chiffre sur lequel les travailleurs sont prêts à se battre — que l'action pour la formation des Comités d'unité d'action, dépendent au premier chef d'une politique de Front unique de la base au sommet à tous les échelons du mouvement syndical.

Il appartient spécialement aux militants de la C.G.T., aux membres des Commissions exécutives, qui dans leurs usines ou leur bureau APPLIQUENT UNE POLITIQUE UNITAIRE assez opposée en fait à l'orientation des dirigeants de la C.G.T., de persévérer sur cette voie, et aussi de pousser à l'intérieur de la C.G.T. pour que celle-ci, rompant avec sa ligne sectaire actuelle, applique une véritable politique de Front unique.

G. VATAUD.

## LE CONGRES DE L'U.S.T.M. DE LA SEINE

Du 6 au 8 novembre s'est tenu le congrès de l'U.S.T.M. de la Seine. Les meilleurs militants de la métallurgie de la Seine y ont discuté, pas toujours en accord avec la « ligne » — ou plutôt l'absence de ligne — des problèmes vitaux de la classe ouvrière en France. A côté des questions particulières (les jeunes, les femmes, les travailleurs nord-africains — dont un délégué s'est plaint du défaut de soutien de leurs revendications particulières de la part de la C.G.T. —, les mensuels), trois grands points ont été évoqués : sur le plan tactique, le front unique et l'augmentation des salaires ; sur le plan organisationnel, la décentralisation.

Les délégués ont vu clairement le caractère progressif de la décentralisation, dans la mesure où elle permet un élargissement de l'activité et de la démocratie des sections syndicales.

La discussion sur l'augmentation des salaires, elle, est sans doute à la base des prochaines grandes luttes ouvrières. Partout nous devons élargir cette discussion, qui s'accompagne de la compréhension du fait qu'une augmentation substantielle ne peut être arrachée dans le cadre du régime actuel.

Le Front Unique ouvrier reste le problème-clé des luttes ouvrières. L'évoquant dans la seule forme des comités d'unité d'action élus, la direction de la C.G.T. — Lunet et Mauvais — passe à côté du véritable problème, qui est la confiance plus ou moins complète des

ouvriers F.O. et C.F.T.C. envers leur direction. A propos de l'intervention du délégué Hartmann, Mauvais a fait remarquer que subsiste « dans l'esprit des militants C.F.T.C. » (pas question de F.O. !) la crainte d'être « bouffés » par la C.G.T., ce qui correspond à des idées sectaires de certains militants C.G.T. Mais pourquoi dit-il dans son discours de clôture que « les accords de sommet, c'est bien, mais ce n'est pas l'essentiel » ? Le Front Unique de la base au sommet est indispensable actuellement pour que « cela change ».

Mercredi 18 novembre a lieu une assemblée des militants métallurgistes de la Seine, à la Maison des Métallos.

(Correspondant.)

AU MOMENT OU NOUS METTONS SOUS PRESSE, LA GREVE DES ENSEIGNANTS DU 9 NOVEMBRE EST GENERALE ET RECOIT L'APPROBATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS.

Lire nos correspondances dans notre prochain numéro.

## LE CONGRES du SYNDICAT RENAULT

Le congrès Renault qui s'est tenu les 16, 17 et 18 octobre 1953 revêt toujours une importance politique considérable.

Par la place qu'elle occupe traditionnellement dans les luttes ouvrières, l'usine Renault constitue le phare de la métallurgie et, par extension de TOUS LES TRAVAILLEURS. Nul n'ignore aujourd'hui, et nous l'avons largement commenté dans ces colonnes, le rôle moteur assuré par la grève du département 74 en avril 53 dans le réveil du mouvement ouvrier français, annonciatrice du colossal mouvement d'août 1953 — les 25 francs uniformes repris par tous les métallos, l'unité d'action concrétisée par le cartel intersyndical C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. et le S.I.R. d'une manière mondiale, en avril, les comités d'action et de grève sont des produits de l'orientation unitaire du congrès C.G.T. de 1952.

Ce congrès 1953 marque-t-il une nouvelle progression de cette orientation ?

Plus de 200 délégués participèrent à ce Congrès, fréquentation plus importante qu'en 1952.

Chacun enregistra l'audience accrue de la C.G.T. dans l'usine, même si le mouvement d'adhésions nouvelles reste encore faible.

Tous les délégués dans leurs nombreuses interventions montrèrent les méfaits de l'exploitation capitaliste (6.600 ouvriers de moins depuis 2 ans, 4.000 ouvriers classés déficients, les augmentations de cadences, etc...) et marquèrent tous la volonté de la classe ouvrière de reprendre une lutte plus large et plus puissante qu'en août 1953.

De ce point de vue, la revendication des 25 francs et du salaire minimum garanti ; la décision de décentralisation des sections syndicales capables d'associer plus étroitement à la base les syndiqués sont excellentes, ainsi que la décision de formation de comités d'unité d'action.

Cependant, il apparaît que l'abandon de la politique unitaire, sous forme de propositions aux directions des autres syndicats de l'usine — qui était au centre de la résolution du Congrès de 1952 et a disparu de celle de cette année — constitue un recul.

Le 6 octobre, la C.G.T. seule n'arrive pas à soulever l'ensemble des travailleurs de l'usine pour la rentrée du parlement, même en reprenant les revendications unitaires du mois d'août. L'impérieuse nécessité de regrouper tous les travailleurs reste si vraie que la plus importante partie de la résolution finale du Congrès 1953 est consacrée aux comités d'unité d'action en disproportion totale avec le nombre et l'autorité, présentement, des quelques rares C.U.A. existants.

D'ailleurs chaque délégué vint exprimer les difficultés à créer et faire vivre de tels comités.

Si la C.G.T. était capable, aujourd'hui, de mobiliser, SEULE, l'ensemble des travailleurs de l'usine — et la faible résonance de l'appel de l'U.S.T.M., le 6 octobre, ne le confirme pas — elle n'aurait nul besoin de former des C.U.A., ses propres sections syndicales y suffiraient.

C'est précisément parce qu'il existe des travailleurs inorganisés et d'autres influencés par la C.F.T.C. et F.O., même en quantité minime, que le mot d'ordre de C.U.A. se justifie. Or l'expérience a prouvé que des comités d'unité d'action vivant réellement se sont constitués essentiellement là où les organisations syndicales se sont préalablement unies pour appeler à leur constitution.

Les directions C.F.T.C. et F.O. de l'usine sont contre les C.U.A. dits irresponsables, EN AVRIL ILS ONT ETE CONTRAINTS DE LES ACCEPTER. En août il en a été de même dans de nombreuses corporations (postiers compris) à l'échelle locale ou même fédérale.

Pour terminer, rappelons-nous avril.

Le programme du cartel intersyndical fut un compromis (C.G.T.-F.O.-C.F.T.C.-S.I.R.).

Pour sa part, dans un but unitaire, la C.G.T., justement, abandonna le mot d'ordre de la libération des emprisonnés (Le Léap, Molino, etc...), les autres syndicats ne l'acceptant pas.

Dans le développement de la lutte et sur la base du développement de cette lutte le gouvernement procéda à l'arrestation de trois secrétaires du syndicat Renault (Apostolo, Houé, Lacaze).

A ce moment, pour ne pas se couper des travailleurs, les dirigeants S.I.R., et Thareau (Fédération F.O.) se prononcèrent pour la libération des trois secrétaires emprisonnés.

Le Gérant : M. MESTRE.

Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis, Paris-X.

SACHONS PROFITER DES EXPERIENCES.

EN AVRIL, la C.G.T. sut se réorienter en fonction des besoins de la lutte.

Il doit en être aujourd'hui de même pour préparer les luttes de demain. La première décision, la plus indispensable, est celle d'ouvrir une campagne de propositions d'unité d'action aux autres syndicats pour les revendications et pour la constitution de Comités d'Unité d'Action.

(Correspondant.)

## GOVERNEMENT P.C. - P.S.

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

ce n'est pas renforcer mais affaiblir les travailleurs et leur lutte contre la misère et la guerre, comme l'ont déjà montré les alliances avec le même Daladier en 36 et avec de Gaulle en 44.

Par contre, une alliance qui renforcerait les travailleurs est celle de toutes les organisations ouvrières, un Front unique du P.S., du P.C.F. et des syndicats, comme le montre la force des luttes d'août, menées dans l'unité.

Bien sûr, dira-t-on, mais comment s'allier avec les chefs socialistes contre la guerre quand ils se font les champions de la C.E.D. ? Il y a là incontestablement une difficulté, mais on ne peut la vaincre en tournant le dos à l'alliance de toute la classe ouvrière pour la remplacer par l'alliance d'une partie de celle-ci avec une partie de ses ennemis de classe. Ce faisant, on donne un paravent à l'atlantisme des chefs socialistes qui peuvent dire : le Front national contre la C.E.D., c'est l'abandon des revendications ouvrières.

Il est certain que toute la classe ouvrière obligerait les chefs socialistes à céder ou à disparaître si le P.C.F. s'adressait à eux sur la ligne suivante : nos votes parallèles ou communs au parlement, sur les questions intérieures et sur la guerre d'Indochine prouvent que sur ces questions nous pouvons nous allier. Ce qui nous sépare c'est que vous êtes pour le pacte atlantique, nous pour le pacte franco-soviétique. Quelque soit l'importance de ces problèmes, nous pensons que seule l'union de tous les travailleurs contre la bourgeoisie peut combattre la misère et les préparatifs de guerre. Nous vous proposons un gouvernement en commun sur un programme de revendications ouvrières, de paix en Indochine et qui sortirait de toutes les alliances internationales.

Concrètement, aujourd'hui c'est le retrait du pacte atlantique et de la C.E.D. Nous laissons en suspend la question de l'attitude internationale. Chaque parti continuera à faire la propagande pour son orientation internationale et le gouvernement commun organisera une consultation démocratique des travailleurs qui se prononceraient sur cette question, et qui déterminerait ce que doit faire leur gouvernement.

Il n'y a rien qui s'oppose en principe à une telle politique de Front unique de classe de la part du P.C.F. : s'adresser aux chefs du P.S. ? Duclos l'a fait par sa lettre aux parlementaires socialistes. Leur proposer un gouvernement commun. Stil dans un éditorial de l'Humanité, du 8 octobre disait que c'était seulement la faute du P.S. s'il ne se réalisait pas. Faire une campagne sur ces questions ? Thorez déclara à l'Observateur que le P.C.F. avait fait vingt-sept propositions avant les accords de 1934. Faire un compromis, une concession pour atteindre le Front unique ouvrier ? Le P.C.F. n'en fait-il pas, et autrement important, pour réaliser le Front national ?

Même sur le plan parlementaire, dans l'immédiat, cela ne ralentirait pas la lutte contre la C.E.D., mais l'accéléderait, car sous la pression des grévistes unitaires d'août 53 et de tous les travailleurs dressés pour la réalisation de leurs objectifs, les parlementaires du P.S. pourraient difficilement suivre Guy Mollet et sa C.E.D. En fait, l'hostilité de Bevan en Angleterre et de la social-démocratie en Allemagne aux pactes américains prouve que sous la pression des masses, il est difficile pour les P.S. de rester dans le camp de la guerre impérialiste. Quant aux politiciens bourgeois, hostiles à la C.E.D., personne ne repousse leurs votes qui seront d'autant plus prudents que la classe ouvrière sera plus unie et plus forte.

Nous, trotskystes, nous lutterons pour la rupture complète avec le pacte atlantique, pour l'appropriation des trusts organisateurs de la guerre, pour l'utilisation de leur puissance financière en vue de satisfaire les revendications des travailleurs de la ville et des champs, pour le libre commerce avec tous les pays anti-impérialistes.